



# TRIBUNE

journal de la FFE

octobre 2004



## *Du projet à la reconquête*

*l'édito de Pierre-Yves Le Borgn'*

Les socialistes et la gauche ont gagné le 26 septembre leur quatrième élection en 2004. Après les régionales, cantonales et européennes, c'est aux élections sénatoriales que nous avons enregistré de bons résultats. Les progrès en sièges de notre Parti, des Verts et des communistes ont privé l'UMP de sa majorité absolue au Sénat.

Trois années sans élections s'ouvrent devant nous. Sur l'emploi, le coût de la vie, la protection sociale, l'avenir des services publics, les Français

nous attendent. L'économie détruit plus d'emplois qu'elle n'en crée. La peur des délocalisations est légitime. Le patronat s'en empare pour mener un chantage odieux à la baisse du coût du travail. La suppression annoncée de la moitié des bureaux de poste montre que la cohésion sociale et territoriale ne figure pas parmi les valeurs de l'Etat-UMP.

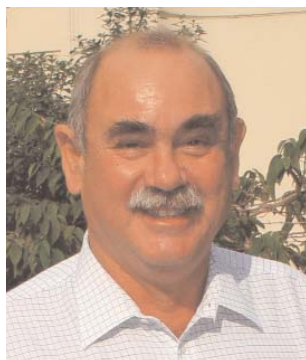
La reconquête commence par l'élaboration de notre projet. Transformer durablement la société passe par des propositions audacieuses et une

appréciation lucide des contraintes du monde. Ceci nous renvoie à notre ambition européenne, pour maîtriser la mondialisation et libérer de nouvelles marges de manœuvre. Nous en débattons lors du referendum militant de décembre prochain sur la Constitution européenne.

Un dernier mot pour féliciter Richard Yung de son élection au Sénat et dire à Guy Penne notre sincère gratitude. Les victoires de demain se construiront aussi par une opposition pugnace au Sénat. Comptons sur Richard et Monique Cerisier-ben Guiga pour mener efficacement ce combat-là !

Pierre-Yves Le Borgn'  
Premier Secrétaire Fédéral

### ***Notre nouveau sénateur, Richard Yung***



Elu le 26 septembre dernier, notre camarade Richard vient tout juste d'avoir 57 ans. Tourangeau d'origine, en dépit d'une mère britannique, il a passé son enfance dans différents pays d'Afrique et son adolescence à Madagascar.

Economiste de formation, il a travaillé au CNRS, à la banque Worms, puis à l'Institut National de la Propriété Industrielle, prélude à une carrière dans les organisations internationales spécialisées dans la protection des brevets, à Genève puis à Munich où il vit depuis 15 ans.

De lui nous connaissons surtout son action comme Premier Secrétaire Fédéral (de 1994 à 2003), et beaucoup l'ont entendu, lors de nos stages de formation, exposer en trois heures le panorama des idées socialistes...

Militant de base à la section de Munich après en avoir été le secrétaire, il est également un pilier de l'ADFE de Munich. Il est membre désigné de l'ex CSFE depuis 2000.

### **SOMMAIRE**

- p. 1 : Edito  
Notre nouveau sénateur
- p. 2 : Convention fédérale  
Stage de formation
- p. 3 : Sénatoriales  
Naissance de l'AFE
- p. 4 : Université d'Eté  
Réflexion sur le Projet
- p. 5 : Droits des Femmes  
Commission économique
- p. 6 : Constitution Européenne
- p. 7 : Le PS et les politiques africaines
- p. 8 : Sections

# Une convention de débats



**Moins de participants que d'habitude à cette Convention fédérale des 30-31 août 2004 : à cause de la session plus tardive de l'Assemblée des Français à l'Étranger (AFE, nouveau nom du CSFE) beaucoup de délégués étaient absents. Cela n'a pas empêché des débats fort intéressants.**

Comme l'a noté d'emblée Pierre-Yves Le Borgn', le contexte politique est réjouissant, et la triple victoire du PS et de la gauche aux derniers scrutins électoraux est stimulante. Il faut pourtant passer du rejet d'une politique à l'adhésion à notre Projet. Un projet sur lequel nous allons commencer à travailler (voir p. 4). Dans son intervention du lendemain François Hollande

lançait le même appel à "proposer une bonne offre politique de gauche", car l'impopularité de Chirac ne conduira pas automatiquement à l'alternance.

A trois semaines de l'élection sénatoriale, le point a été fait sur les problèmes posés par la présence d'une liste adverse à la liste investie par le PS (voir p. 3).

Une rencontre fructueuse sur l'Afrique a eu lieu entre Guy Labertit et des délégués... pas seulement des pays africains (voir p. 7)

Le plus gros morceau de cette Convention a été la table-ronde sur : "les altermondialistes et les politiques, points de rencontre et complémentarités". Pierre Barge, membre du comité d'organisation du prochain Forum Social Européen (15-17 octobre, Londres), le sociologue Yves Sintomer et Olivier Ferrand, délégué national du PS aux questions européennes ont analysé l'hétérogénéité du mouvement social, ses capacités d'expertise sur les grands dossiers liés à la mondialisation, et sa réactivité. Sa méfiance du politique le prive pourtant d'un débouché à ses propositions. Les intervenants ont estimé qu'il est, à cet égard, dans une phase clef de son développement. Bien entendu le débat sur la Constitution européenne a été abordé ... il sera mené dans la FFE, souhaitons-le, avec la sérénité qu'il mérite (voir p.6 et 7).

Aude Yung

## Juillet à Solfé

Juillet à Solfé : les stagiaires de la FFE sont là ! Connus et chaleureusement accueillis par les permanents du Parti, ils font le tour des lieux. Un stop par le bureau du Premier Secrétaire National pour la photo de famille, et le groupe entre immédiatement dans le vif du sujet grâce à Olivier Faure, directeur adjoint du cabinet de François Hollande. Il dévoile tout, tout ce qu'un militant rêve de savoir sur le fonctionnement interne du Parti socialiste : comment naissent les motions, comment s'organisent les stratégies et les congrès, et, mystère des mystères, comment fonctionne au quotidien le Parti ...

Pour voir si c'est mieux ailleurs, petit tour dans l'histoire du PSE présenté par Axel Queval et découverte des arcanes du Par-

lement européen avec notre camarade Valérie Picquet, le tout fort brillamment synthétisé par Peter Erhardy et Jean-Marie Langlet. En cette fin de première journée, on s'est reconnu "ah c'est toi qui a écrit cela sur le forum... eh oui c'est moi qui...", on s'apprécie déjà, les têtes sont déjà bien remplies... et tout le monde est prêt à recommencer le lendemain !

Trois heures pour survoler l'émergence et l'histoire de la pensée socialiste en France, une gageure que Richard Yung est maintenant habitué à tenir ! Des visiteurs à la pelle pour la rencontre avec les responsables de l'ADFE, mais, sénatoriales obligent, le dialogue prendra une tournure imprévue et laissera les stagiaires un peu frus-



trés de n'avoir pu aborder les thèmes qui leur tenaient réellement à cœur.

Pas de formation sans réflexion sur la vie des sections : Evelyne Gaultier animera cet atelier avec brio, apportant l'expérience de son engagement dans une section française en appui. Pour clore ces trois jours intenses, l'atelier sur l'économie ! Un peu redouté pour sa technicité, il a permis, grâce à l'équipe d'animateurs de Valérie Rabault, de repartir avec des idées claires sur les impôts, le financement de la protection sociale et le travail.

Danièle Seignot

# Sénatoriales : la victoire des militants

Les élections sénatoriales ont lieu au suffrage universel indirect : un collège de grands électeurs est formé dans chaque département, qui regroupe une large partie des élus municipaux, les conseillers généraux et régionaux ainsi que les parlementaires. Ce collège élit les sénateurs. A l'étranger, il est composé des 150 membres élus de l'Assemblée des Français de l'Etranger (ex-CSFE).

Le Parti Socialiste présente sa liste de candidats issue du suffrage militant devant le groupe des élus ADFE - Français du Monde à l'AFE. Si plusieurs listes sont en présence, une primaire est organisée afin que la gauche puisse se présenter unie le jour des élections sénatoriales. Pourquoi? Parce qu'elle est minoritaire à l'AFE. Si ses 47 grands électeurs se dis-

persent le jour des élections, le risque de n'avoir aucun élu est grand.

Une liste conduite par Bella Butzbach disputait cette année au PS les suffrages des grands électeurs de gauche, reprochant à Richard Yung d'être un candidat extérieur à ce collège. Revendiquer pour les seuls membres du collège le droit exclusif de vote et d'éligibilité est une conception censitaire du suffrage. Ce n'est pas celle du PS.

Une primaire a été finalement organisée à la veille du scrutin, conformément au vœu unanime de l'Assemblée générale de l'ADFE. La "liste de gauche pour les Français du monde" conduite par notre camarade Richard Yung a obtenu 25 voix, la "liste des élus de gauche au CSFE" de

Bella Butzbach 5 voix, il y a eu 6 abstentions et 7 refus de vote. Clairement battue, la liste de Bella Butzbach ne s'est cependant pas retirée, et les voix de gauche se sont divisées le jour du scrutin, et ce, alors que les différents groupes de droite avaient, eux, progressé vers l'unité en ne présentant que deux listes. Le danger était donc très grand de perdre le siège de sénateur, et de fait à quelques voix près la droite aurait pu rafler les quatre sièges...

Retenons cependant le meilleur. Notre liste voulait l'union et elle l'a finalement emporté. Avec elle, c'est aussi la souveraineté militante qui a gagné : Richard Yung avait gagné la primaire au sein de la FFE avec 64 % des suffrages.

P.Y. L.B.

## AFE : une naissance attendue

Le 26 septembre les 150 membres élus de l'Assemblée des Français de l'Étranger (AFE) ont procédé à l'élection des sénateurs représentant les Français établis hors de France. Vous connaissez le résultat : 3 sénateurs UMP et un sénateur issu de la FFE, Richard Yung, ont été élus. Inutile de revenir ici sur les résultats décevants du candidat socialiste, Nous l'avons échappé belle et il faut faire en sorte qu'à l'avenir ce suspense ne se reproduise plus. Le groupe ADFE-FdM s'est, pour sa part, déjà mis au travail pour faire des propositions.

Selon Michel Barnier qui a ouvert les travaux de la toute nouvelle AFE, créée par la loi du 9 août 2004, sa création ne constitue qu'une première étape pour une meilleure représentation des Français résidant hors de France. Pour créer l'AFE la loi a repris certaines des propositions de la Commission de la réforme du CSFE dans laquelle nous avons réussi à faire

passer quelques-unes de nos idées

Une semaine très dense de travaux en commissions a suivi, ponctuée de visites, celle du Président Valéry Giscard d'Estaing pour évoquer la Constitution européenne, celle de Nicolas Sarkozy, en futur président de l'UMP, qui s'est engagé à créer avant son départ de Bercy un groupe de travail pour se pencher sur certains problèmes fiscaux rencontrés par les Français résidant à l'étranger (fiscalité de la résidence en France) et enfin celle de Renaud Muselier qui a encouragé les membres de l'Assemblée à être plus pugnaces face à l'administration. Un tabac à peu de frais !

Si ces visites ministérielles ne font pas toujours avancer les choses, elles contribuent à mieux faire connaître les Français de l'étranger en France et à souligner le caractère politique de nos revendica-

tions. Malheureusement nous étions un certain nombre à constater que peu de ministres socialistes, lorsque nous étions au gouvernement, ont trouvé le temps de venir jusqu'au CSFE. Ah si ! j'allais oublier: Lionel Jospin et Pierre Moscovici sont venus lors du 50ème anniversaire !

Les questions de sécurité, d'enseignement, de formation professionnelle, les affaires sociales, le projet d'aménagement du réseau consulaire accompagné de nombreuses fermetures de consulats mais aussi d'instituts culturels ainsi que la décentralisation appliquée aux Français résidant hors de l'Hexagone restent les préoccupations prioritaires de l'AFE.

Les compte rendus internes du groupe ADFE-FdM des commissions seront prochainement mis sur le site du groupe.

Claudine Lepage

# Université d'été dans la chaleur des débats sur la Constitution européenne



**Moins consensuelle, plus démocratique, ouverte par la lecture d'un texte de Jean Jaurès en prélude aux manifestations qui marqueront le centenaire du PS en 2005, bruisant des voix et des débats de 3000 participants, l'Université d'Été 2004 a connu un franc succès.**

Loin des rengaines pessimistes affirmant le désintérêt pour la politique et la prise de responsabilités sociales, les militants du PS, jeunes et moins jeunes, étaient heureux de se rencontrer, de confronter leurs points de vue, de s'empoigner sur les contradictions et les manques de cohérence de certaines positions. Elle était peut-être moins consensuelle qu'à d'autres périodes, cette Université d'été. Et c'est tant mieux pour le débat démocratique. Certains voudraient y voir une période d'incertitudes pour le PS et même une fracture interne au Parti. Mais qu'est-ce qu'un débat démocratique si tout le monde est d'accord au point de départ ?

## **Retrouver le sens de l'action collective**

De nombreux ateliers se sont penchés sur les conditions, les écueils, les perspectives de l'action collective face aux menaces de régression sociale, aux délocalisations et à la désindustrialisation, à la montée des précarités et de la violence, au retour sournois de discriminations de différents niveaux, des racismes, des sexismes, de l'antisémitisme.

Démocratie sociale et démocratie politique sont liées. Il faut donc en finir avec la dérive autoritaire du régime politique actuel pour restaurer la crédibilité de la politique. D'où la nécessité d'une réforme des institutions, du parlement, du sénat, la limitation du cumul des mandats.

**Organiser les contre-pouvoirs des citoyens :** Ecouter attentivement avant tout arbitrage au niveau communal, cantonal, régional ; supprimer les ghettos urbains ; consulter systématiquement les partenaires sociaux ; travailler en partenariat avec associations de quartier, les collectifs de défense des droits des femmes ; les citoyens doivent pouvoir exercer leur droit de pétition ; donner le droit de vote aux étrangers "non-communautaires" aux élections locales.

## **Aller de l'avant pour la construction européenne**

L'Europe de la croissance doit aller de pair avec l'Europe sociale. Les débats sur la Constitution européenne, vifs, controversés, ont été présents dans tous les ateliers quel qu'en soit l'intitulé. Les militants ont conscience que les solutions, pour être efficaces doivent être élaborées à l'échelle européenne. La campagne pour le référendum sur la Constitution est ainsi ouverte avec un affrontement des "pour" et des "contre" dans les ateliers et séances plénières.

## **Construire un grand Parti Socialiste autour du Projet Socialiste**

La démocratie représentative doit également progresser au sein du PS. Il faut reve-

nir à l'esprit de la loi sur la parité et promouvoir l'égal accès des femmes et des hommes aux fonctions électives dans le Parti comme dans la vie politique. Il faudrait que le Parti reconnaisse les élus socialistes des Français à l'étranger et qu'ils puissent se regrouper en une instance membre de la FNESE. Étendre le droit de vote des Français à l'étranger, le rétablir en tant que tel, pour les élections européennes. Il est regrettable d'être appelé à voter au référendum sur la constitution européenne après avoir été empêché d'élire les députés au Parlement européen. Siégeant à la commission nationale du Projet, la FFE veillera à ce que les propositions des Français à l'étranger soient retenues.

Dominique Aguessy  
membre du Bureau fédéral

## **Lancement de la réflexion "projet" dans la FFE**

Le Parti socialiste a précisé le 7 Septembre sa méthode d'élaboration du Projet. La FFE a vocation à intervenir sur tous les thèmes proposés, mais en tant que Français hors de France nous avons des devoirs spécifiques de proposition en ce qui concerne l'internationalisme (rapports Nord-Sud, mondialisation, émergence d'une vraie citoyenneté européenne) et pour les Français de l'étranger, dans la continuité de notre projet de 2002 "solidaires pour demain".

La Commission fédérale du Projet est composée du BF, complété par les animateurs des groupes de travail, ainsi que d'un membre PS de chaque commission permanente et temporaire de l'Assemblée des Français de l'étranger.

Dans le courant du mois d'octobre, le BF lancera un appel à candidature pour l'animation des groupes de travail. Un questionnaire fédéral sera mis au point pour la mi-novembre, qui reprendra nos chantiers

spécifiques de réflexion. La synthèse des premières propositions et orientations se fera à l'occasion de la réunion des secrétaires de sections de Janvier.

Chaque BF sera l'occasion de procéder à des auditions de personnalités extérieures clefs pour notre réflexion. Nous envisageons trois moments forts ouverts à l'extérieur sous forme d'audition-débats avec des personnalités et experts invités lors du premier semestre 2005 : 1) pour une réflexion sur l'éducation, 2) pour une réflexion sur la représentation politique et la décentralisation, 3) sur le travail et la solidarité.

A Paris, mais aussi dans les sections, nous avons intérêt à profiter de ce moment pour inviter des personnes extérieures à participer à notre réflexion. Et à communiquer sur nos réunions. Cette réflexion est essentielle à notre future action politique et permet dès aujourd'hui d'actualiser et d'affiner nos propositions.

Jean-Yves Leconte

# Pas de démocratie sans les femmes

**Le féminisme est encore nécessaire aujourd'hui. Violences et discriminations, exclusion de fait de la vie politique : il reste beaucoup à faire !**

Le débat sur les droits des femmes rebondit chaque fois que des violations flagrantes tiennent la une des journaux. Traitées comme "faits divers", elles disparaissent rapidement des préoccupations. Pourtant il s'agit de la question fondamentale d'une conception de la démocratie, de l'accès à la citoyenneté pleine et entière pour tous.

Défendre les droits des femmes, ce n'est pas défendre des intérêts catégoriels ou prôner le repli sur soi. Tourner en dérision ces revendications en les présentant comme une guerre des sexes, c'est en faire une caricature qui vise à nier les problèmes plutôt qu'à élaborer des modes de vie communs qui respectent l'égalité en droits et en dignité des femmes et des hommes.

Dans bien des pays, on peut évaluer le degré d'ancrage de la démocratie à l'attitude de la société à l'égard des femmes. Violences conjugales entraînant la mort de femmes, discriminations en matière d'emploi, de salaire, d'accès à la promotion dans la vie professionnelle et sociale,

remises en cause du droit des femmes à la maîtrise de leur corps et de leur fécondité, autant de questions graves qui demeurent d'actualité.

### Non-parité en politique

Il faut y ajouter la difficulté à intégrer une culture de la parité en politique. Comme le rappelait récemment Yvette Roudy, ancienne ministre, membre du conseil national du PS, dans un article paru dans *Le Monde* du 6 septembre, "avec 12,3% de femmes à l'Assemblée nationale et 10,9%\* au Sénat, la France reste dans ce

domaine la lanterne rouge de l'Europe avec l'Italie et la Grèce. Alors que les pays nordiques, l'Allemagne et l'Espagne ont dépassé le seuil de 30% de femmes élues, seuil considéré comme la condition minimale pour que les femmes exercent une influence appropriée afin que l'élaboration des politiques reflète les valeurs sociales, économiques et culturelles de l'ensemble de la société".

Le féminisme est encore un outil de transformation sociale.

Dominique Aguessy

\*17% depuis le 26 septembre.

### Vous avez dit parité ?

La commission nationale du projet (voir p 4) ignore la parité : un membre sur cinq seulement est une femme. Rien d'étonnant puisque le CN n'est pas paritaire... Partant de ce constat, la commission nationale aux Droits des femmes souhaite vérifier que les modifications des statuts adoptées au congrès de Dijon sont bien appliquées.

Réunie le 22 septembre, la commission a examiné des propositions pour "amé-

liorer la visibilité des femmes dans les instances du parti". Par exemple, la création d'un groupe de pression trans-courants. Elle s'est d'autre part inquiétée de la parité dans la composition des listes pour les prochaines législatives. Si le but est bien de réserver des circonscriptions aux femmes, en évitant qu'il s'agisse de circonscriptions perdues d'avance, on pourrait imaginer que la commission électorale du PS soit paritaire.

A.Y.

## Productivité et RTT

**La commission économique du PS (ComEco) s'est réunie le 1er juin dernier pour discuter du rapport du Conseil d'Analyse Economique (CAE) "Croissance et productivité", rédigé par Gilbert Cette (économiste, membre de la ComEco) et Patrick Artus (économiste à la Caisse des Dépôts et Consignations).**

Ce rapport cherche à comprendre pourquoi la richesse par habitant (PIB par habitant) est plus faible en France qu'aux Etats Unis, l'écart étant de 25%. Le rapport explique que ces 25% peuvent se décomposer en 5% à 10% qui proviendraient d'une plus faible productivité horaire structurelle (c'est la productivité qui est mesurée, en considérant que la durée de travail et le taux d'emploi sont les mêmes dans les deux pays), et 15% à 20% provenant d'un

taux d'emploi plus faible en France qu'aux Etats-Unis, et peut-être aussi d'une durée de travail plus faible.

Le rapport constate qu'entre 1950 et 1973 la France et les Etats-Unis engrangeaient des gains de productivité semblables, mais que ces gains sont très dissemblables depuis 1990. Ceci s'expliquerait par une plus forte diffusion des TIC aux US, et un défaut de formation de la main d'oeuvre. Ces conclusions ont donné lieu

à débat sur l'impact de la RTT sur la productivité.

Le rapport préconise deux types de mesures : augmenter les dépenses de Recherche et développement, et d'autre part accroître le taux d'emploi en assouplissant les règles de non-cumul de retraite et d'emploi, en supprimant les crédits dédiés à l'allocation parentale d'éducation (3 milliards d'euros par an) et en utilisant cet argent pour de véritables dispositifs permettant de mener conjointement vie professionnelle et vie parentale.

Valérie Rabault



**Le Traité de Bruxelles, instituant une Constitution pour l'Europe, a été signé le 18 juin par les 25. Les Français seront appelés à le ratifier par referendum l'année prochaine. Ce texte de 500 articles (plus les protocoles et les annexes) suscite un vif débat au sein de notre parti. Cette constitution est-elle bonne ? Conforme à nos valeurs ? Nous permet-elle de progresser, ou au contraire entraîne-t-elle un recul ? Que risquons-nous à la ratifier, ou à la refuser ? Toutes ces questions, et beaucoup d'autres, doivent être débattues par les militants. La direction du PS attend leur réponse afin de fixer sa position : un "referendum interne" sera organisé, avec vote dans les sections le 1er ou le 8 décembre.**

**A la FFE également les deux points de vue sont représentés. Voici leurs arguments.**

## Pour le oui

La construction de l'Europe politique est la condition de la réforme de la social-démocratie. Le modèle social européen est menacé par la mondialisation. La capacité effective d'intervention de l'Etat est trop faible par rapport aux flux économiques mondiaux. Il nous faut retrouver des marges de manœuvre sous la forme d'un autre échelon de régulation.

C'est dans cette perspective que se situe le projet de Constitution européenne, certes décevant au regard de nos ambitions. La question n'est pas de le juger dans l'absolu, mais de se demander s'il sera plus aisé d'agir au nom de la solidarité dans le cadre de ce texte, ou dans celui du Traité de Rome, amendé à Nice. A cela, la réponse est claire : dans le cadre de la Constitution.

La Constitution permet des avancées démocratiques majeures, qui faciliteront

la prise de décision, notamment : la clarification des compétences exercées par l'Union et les Etats membres, la simplification des procédures législatives, l'exercice conjoint des fonctions législative et budgétaire par le Parlement européen et le Conseil des Ministres, la généralisation du vote à la majorité qualifiée, la transparence des délibérations à caractère législatif, l'élection du Président de la Commission par le Parlement européen en tenant compte du résultat des élections européennes, la reconnaissance de la personnalité juridique de l'Union, l'intégration de la Charte des Droits Fondamentaux dans la Constitution, l'extension de la compétence de la Cour de Justice et le droit de saisine directe ouvert aux particuliers, ou encore la possibilité de mobiliser un million de signatures en faveur d'une législation européenne.

L'assouplissement des règles de mise en

place des avant-gardes européennes et la possibilité de glisser de l'unanimité vers le vote à la majorité qualifiée par l'usage de clauses-passerelles, y compris au sein des avant-gardes, permettent de contourner les rigidités de la Constitution sur les questions fiscales, sociales et de révision. La Constitution prend le pari que la dynamique des avant-gardes ralliera sur des positions de progrès l'essentiel des Etats membres et des populations de l'Union.

La Constitution offre une base juridique pour élaborer un droit européen des services publics. Elle permettra au législateur d'établir les termes d'un texte fondateur, qui veillera à ce que les règles de concurrence ne se posent plus en obstacle à l'accomplissement des missions de services public.

Pierre-Yves Le Borgn'  
Premier secrétaire fédéral

## Un "Non" pour sauver l'Europe sociale

Le débat socialiste sur la Constitution européenne n'oppose pas de "bons européens" partisans du texte, à des "souverainistes" qui le rejettent. Il ne s'agit pas non plus des prolongations du Congrès de Dijon : des dirigeants et des militants de la motion A se sont prononcés contre ce texte. Nous devons simplement nous demander si cette Constitution nous permet d'espérer construire l'Europe sociale. A cela, nous devons répondre non. Reconnaissons quelques avancées

très limitées : augmentation minimale des pouvoirs du Parlement (mais il n'est toujours pas un vrai organe législatif avec pouvoir de proposition des lois) ; extension du vote à la majorité qualifiée (mais sans accroître la démocratie dans la prise de décisions au Conseil des ministres) ; création d'un droit de pétition signée par un million de citoyens européens (mais il ne s'agit que d'un avis que la Commission pourra repousser et non d'un référendum d'initiative populaire) ; insertion

de la Charte des droits fondamentaux (mais ceux-ci seront interprétés selon les traditions nationales).

En contrepartie, ce texte constitue un véritable recul par rapport à notre objectif d'Europe sociale. En conférant à des politiques néolibérales une valeur constitutionnelle, la traité grave dans le marbre les paramètres de l'action de nos gouvernements pour les décennies à venir : refus d'inscrire les **suite page suivante**

## Le PS et les politiques africaines

**Lors de la dernière Convention fédérale, l'habituelle "coordination des sections d'Afrique" a été remplacée par une réunion ouverte sur la situation en Afrique.**

**Près de 35 camarades de divers pays du monde y ont participé, autour de Guy Labertit, délégué national à l'Afrique, et Jean-Daniel Chaoui, membre du Bureau fédéral.**

Organisée à partir de l'expression des sections représentées, la discussion a principalement abordé les sujets des positions officielles du PS par rapport aux différents groupes politiques et hommes politiques africains, et la relation des sections avec le Délégué national PS. Ont également été évoquées la problématique politique particulière de quelques pays comme la Côte d'Ivoire, la situation au Darfour, ainsi que la réinsertion des enfants soldats.

**suite article p. 6** services publics dans les objectifs de l'Union; poursuite de la politique de libéralisation; absence de contrôle politique de la BCE dont l'objectif premier est la stabilité des prix; subordination de la politique sociale à la compétitivité économique; aucune mention des salaires, du droit de grève; aucune amorce d'harmonisation fiscale. Ce traité n'est révisable qu'à une double unanimité ! Pourquoi devrions-nous souscrire à la vision du monde de nos adversaires politiques ?

Des partisans du oui reconnaissent que ce texte est "mauvais", mais qu'il faut le voter pour éviter le "chaos", le retour au "calamiteux" traité de Nice ; pis un vote négatif nous "isolerait". Rien n'est plus faux : Nice s'appliquera jusqu'en 2009, ce qui nous laisserait le temps de renégocier la Constitution. Avec ou sans Constitution, l'Europe est déjà en crise. Son rejet créerait un choc politique salutaire, seul à même de sauver l'Union. Faut-il vraiment baisser la tête et rentrer dans le rang ou défendre, tant qu'il en est encore temps, une conception de l'Europe plus sociale, qui est aussi celle de notre peuple ?

Philippe Marlière

Un certain nombre de décisions ont été prises concernant les relations entre les sections et le délégué national, faisant l'objet d'un "relevé de conclusions" :

☛ Les participants "africains" ont témoigné de la disponibilité de Guy Labertit durant ses déplacements envers les sections. Guy s'est engagé à continuer à prendre lien avec les camarades durant ses séjours africains

☛ Guy est demandeur de notes et d'analyses concernant les pays où sont implantés les sections et les camarades isolés. Se mettraient ainsi en place un échange et une information réciproques. "Un peu d'huile dans les rouages" de notre fonctionnement permettra peut-être d'éviter les confrontations excessives et de rapprocher nos points de vue et nos discours. Cette démarche pourrait être adoptée avant les diffusions de motion par exemple, chacun conservant bien entendu sa libre expression.

☛ Les camarades secrétaires de section ou mandatés sont invités à passer à la Fondation Jean Jaurès au bureau de Guy Labertit pour l'informer de leur perception de la situation politique qu'ils vivent quotidiennement. Guy est disponible pour les recevoir.

☛ Jean-Daniel Chaoui se félicite de la présence de Guy à cette Convention FFE 2004. Il souligne l'importance de la participation du Délégué national à la réunion Afrique annuelle de la Convention.

☛ Aude Yung, responsable de la communication au bureau fédéral, n'est pas oppo-



sée à l'affectation permanente d'une page de "Tribune" consacrée à l'Afrique. Chaque section et camarade isolé, y compris hors d'Afrique, peut proposer des articles.

En conclusion, cette réunion ouverte s'est révélée plus tonique et plus riche que les coordinations habituelles. Cette formule sera retenue pour 2005.

Le dialogue est indispensable en toutes circonstances. La confrontation naît du manque d'échanges et de rencontres. La réunion du bureau fédéral avec Guy Labertit en 2004, sa venue à la Convention 2004 participent d'une meilleure compréhension réciproque. Je propose que nous poursuivions dans cette voie. Le relevé de conclusions nous offre un cadre opératoire. (Adresse e-mail du délégué national : labertit@jean-jaures.org )

Jean-Daniel Chaoui



## L'Ancien et le Nouveau

**Pourquoi les vieux militants sont-ils toujours des nôtres ? Pourquoi les jeunes nous rejoignent-ils ? Deux portraits, parmi d'autres.**

### Fidèle au poste

Georges Beuchard n'est peut-être pas le plus ancien de nos adhérents, mais sans doute le plus précoce : il avait 15 ans lorsqu'en 1937 il a pris sa carte aux Jeunesses de la SFIO, après avoir été dans les Faucons Rouges, les scouts socialistes.

Cela se passait en Algérie où son père, fils et petit-fils de colons, était le secrétaire de l'Académie d'Oran. "C'était pour moi naturel d'adhérer : mon père avait créé la section SFIO de Béni-Saf, et à Tlemcen où j'ai été élevé nous jouions tous au foot ensemble, Français, arabes, juifs... Les différences de religions, on ne connaissait pas!" Sa conscience politique a été renforcée par l'arrivée de Républicains espagnols chassés par Franco et par la rencontre d'un professeur allemand qui avait fui Hitler.

### Un militant heureux

Théo Chino a 31 ans. Il a quitté sa Picardie natale pour rejoindre une jeune étudiante mexicaine, puis, apprenant qu'il pouvait être exempté du service militaire s'il restait à l'étranger, s'est installé aux Etats-Unis. D'abord en Alaska. "Encore étudiant, j'ai offert mes services informatiques aux PME locales. J'ai créé la première bourse d'échange de livres scolaires sur Internet

Son premier métier a été le journalisme. "J'étais chargé de la locale et de la rubrique sportive à "L'Alger Républicain", un quotidien de gauche". Puis il a été au Maroc, où, par son mariage avec une franco-berbère, il a renoué avec la tradition familiale en devenant colon. "Je faisais de l'orge, car, à la différence du blé, ça repousse après le passage des sauterelles". Mais le démon du journalisme le tenait, au point de racheter "Maroc-Monde", le journal de l'évêché. "J'ai tout de suite changé la couleur du titre: de noir je l'ai mis en rouge !".

Revenu en Algérie, il est devenu instituteur, cinq ans au Sahara puis Oran. Rentré en France en 1962 "par le dernier bateau" il est professeur à Paris, au lycée Montaigne, puis demande une affectation à l'étranger. Et se retrouve en Allemagne, enseignant dans divers lycées. Son amour de la langue fran-

çaise (il a fondé le Comité de la Langue française en Bavière) le conduit à fonder sa propre école à Munich.

C'est là qu'il renoue avec le PS, sans vraiment l'avoir jamais quitté, à l'occasion de discussions avec Pierre Mauroy. "Il m'a suggéré de fonder une section en Allemagne". A l'époque, les socialistes français vivant Outre-Rhin étaient regroupés dans une section de Strasbourg, jusqu'à ce qu'une section soit créée à Baden-Baden, au début des années 70. "Il a fallu attendre 1980 pour qu'à Munich nous soyons assez nombreux pour constituer une section".

Section dont il est toujours membre fidèle et disponible. "J'ai toujours été à gauche, je mourrai à gauche, c'est de famille", dit-il fièrement. Il regrette pourtant l'époque héroïque où il était secrétaire de la section CGT des docks d'Oran : "On faisait grève, et moins de discours qu'aujourd'hui !".

aux Etats-Unis - un échec, mais cette expérience m'a permis de me faire embaucher par une "start-up" à San Francisco". Quatre ans dans la Silicon Valley, et le voilà administrateur de système pour l'un des deux plus gros fournisseurs Internet à haut débit de la ville de New York.

Il a adhéré au PS cette année : " parce que j'ai toujours eu des idées sur un certain nombre de sujets, mais je n'avais aucun forum pour les échanger. En 1993 déjà j'exprimais sur un forum Internet le besoin pour les Français à l'étranger d'avoir des députés ". Il a alors rencontré le secrétaire de la section de New York, Christophe Monier, qui l'a amené à une réunion de l'ADFE. "J'ai participé à la campagne au CSFE. Je me suis beaucoup investi dans cette association de gauche... indirectement, c'était une façon personnelle de me repentir pour m'être soustrait au service national ! L'ADFE est une association de mise en œuvre des idées de gauche, dont le PS. Il m'a fallu encore une année pour faire le saut vers le PS. J'étais réticent, car j'avais des préjugés concernant l'appartenance à un parti : je voulais garder mon indépendance d'esprit. Mais j'ai découvert qu'au

contraire cela élargissait mon champ de pensée". C'est finalement Richard Yung, en visite en tant que candidat aux primaires de la sénatoriale, qui, avec Christophe Monier, l'a convaincu de rejoindre le PS. Il n'a aucun regret de son engagement "Les individus qui constituent la FFE font un travail magnifique, et du fait de leur éloignement sont beaucoup plus aptes à adopter des idées nouvelles. Notre militantisme est très démocratique. Chacun d'entre nous, par son travail et ses idées, a une opportunité unique de contribuer, individuellement ou avec sa section, à la politique du parti et indirectement au sort de nos compatriotes, aussi bien en France qu'à l'étranger. C'est une approche très positive".

Donc pas d'états d'âmes, et des projets d'avenir avec la FFE : "Je compte bien continuer à être un militant actif à New York, apporter mon expérience pratique en essayant d'améliorer certains outils de communication, mon expérience idéologique, et peut-être, un jour, briguer un mandat".

Aude YUNG

#### **Journal de la Fédération des Français à l'Etranger du Parti Socialiste**

10 rue de Soldérino  
75333 Paris Cedex 07  
tél : 01 45 55 77 82  
fax : 01 45 55 77 85

directeur de la publication :  
Pierre-Yves Le Borgn'  
responsable de la rédaction :  
Aude Yung

courriel : ffe@ffe-ps.org  
http://www.ffe-ps.org